

## **Processus de démocratisation et rotation locale des élites au Cameroun de l'ouest, *Mouiche Ibrahim***

Cette étude est une relecture du procès de la transition démocratique en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier, à partir des données recueillies sur les élections municipales de l'ère de la libéralisation politique à l'Ouest du Cameroun. Sur ce procès, la thèse dominante chez les africanistes en ce qui concerne la circulation des élites demeure celle de la non-rotation. Mais si nous pouvons donner du crédit aux observations fort pertinentes de ces auteurs, il reste que leurs travaux s'appuient sur le moule des seules instances du pouvoir central, sur les acteurs majeurs de la vie politique («*major political actors*»), sur le gouvernement et le parlement. Ce genre d'études sur le «*haut*» demande à être irrigué par celles du «*bas*». Et de l'observation des élections municipales à l'Ouest du Cameroun, il se dégage deux constantes à savoir, un certain élargissement de la classe politique locale au sein du parti au pouvoir, avec l'avènement des principaux hommes d'affaires bamiléké qui sont devenus des maires dans leurs localités, une mutation horizontale; et l'émergence de nouveaux acteurs locaux au sein des formations politiques de l'opposition, une mutation verticale.

L'intérêt de cette étude réside alors dans le fait que Robert Dahl a toujours vu dans la direction de certaines sociétés par des élites multiples et concurrentielles la «meilleure approximation de la démocratie». A l'observation, on constate effectivement que les régimes démocratiques libéraux qui perdurent dans les sociétés postindustrielles reposent sur la négociation entre des élites issues de secteurs différents de la société, en particulier des milieux économiques et selon des filières multiples. La professionnalisation de la politique, si elle y est patente n'exclut pas la diversité dans la trajectoire des politiciens. Au contraire, sous le régime du parti unique en Afrique, un fait a été très récurrent sur l'échiquier politique, à savoir «l'étroitesse de la classe politique» composée notamment des chefs traditionnels, des intellectuels, des fonctionnaires civils, des responsables syndicaux et des cadres de l'armée. Le Cameroun n'échappe pas (ou n'échappait) pas à cette règle. C'est pourquoi pendant longtemps, les organes exécutifs et délibérants de l'organisation municipale de la province de l'Ouest sont restés de véritables perchoirs des chefs traditionnels, alliés du pouvoir d'Etat dans cette région. Ici, ces «aînés sociaux» bénéficiaient d'une assurance permanente dans l'investiture aux élections municipales. Et comme il s'agissait des élections non-compétitives, ils étaient constamment assurés de briguer un mandat de conseiller municipal ou de maire dans leurs localités respectives. Avec le pluralisme politique induit par le processus de démocratisation, leur posture est aujourd'hui battue en brèche.